

Les actions civilo-militaires allemandes : entre inhibition et humanitarisme ?

Jean-Luc Marret

(Washington DC, le 12 février 2007)

« *Je pense qu'il est important de montrer aux gens que nous sommes ici pour les aider et pas pour les occuper* », un officier allemand, Afghanistan¹.

À l'heure où la situation en Afghanistan est de plus en plus instable, l'Allemagne débat – comme toujours depuis plusieurs années – des spécificités et surtout des limites de toute intervention à l'étranger de la Bundeswehr, y compris dans le futur².

Pour répondre à la demande de l'OTAN, l'Allemagne est prête à envoyer des avions *Tornado* de reconnaissance sur le théâtre afghan, tandis que les troupes allemandes sont stationnées dans le Nord de l'Afghanistan, zone essentiellement calme. Engagée par sa traditionnelle solidarité dans le cadre de l'OTAN, sans doute l'Allemagne n'avait-elle pas d'autre possibilité, au regard des objectifs affichés de sa politique étrangère actuelle, quoique A. Merkel ait résisté à l'occasion du sommet OTAN de Riga à tout envoi de troupes allemandes dans les zones de troubles du Sud de l'Afghanistan³.

Comme tous les autres membres de l'ISAF, l'Allemagne a récemment reconnu en octobre 2006 les limites et insuccès des opérations en

¹ http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/6182845.stm

² Sur le *Livre blanc* publié en 2006 par le ministère de la Défense, voir par exemple : S. Szabo, « The German Defense White Paper », AICGS, Johns Hopkins University, 7 décembre 2006.

³ Sur ces divers points, cf. « Deployment of German Planes to Afghanistan Sharply Criticized », *Spiegel-Online*, 21 décembre 2006.

Afghanistan⁴. Dans ce contexte, la question des actions civilo-militaires (CIMIC) allemandes est intéressante à plus d'un titre en partie parce qu'elle est représentative de l'intérêt de Berlin à intervenir militairement à l'étranger, mais cela dans des limites qui sont multiples :

- a) D'abord, elle cristallise les réticences allemandes à intervenir militairement à l'étranger. Cette inhibition est ancienne. Elle disparaît lentement et les CIMIC allemandes, par exemple en Afghanistan, sont l'indice de limites à toute action militaire allemande (*grosso modo* pas de frappes offensives, mais des actions en matière de stabilisation/reconstruction), et – dit d'une manière plus optimiste – peut-être les premiers indices d'un emploi plus normalisé de l'armée allemande à l'extérieur et à long terme. De ce point de vue, la présence de 780 personnels (500 soldats, dont des forces spéciales, et 280 soutiens médicaux ou logistiques) en République Démocratique du Congo, après autorisation parlementaire, est, elle aussi un indice encourageant⁵.
- b) Les actions civilo-militaires allemandes sont encore intéressantes non seulement parce qu'elles découlent de principes organisationnels et doctrinaux de l'OTAN, mais aussi parce qu'elles sont très représentatives des spécificités de la société allemande, caractérisée par un grand poids de la société civile et donc des ONG. Il n'est de ce fait pas surprenant que l'opposition ou la concurrence classiques entre les militaires faisant de l'humanitaire dans le cadre d'une opération de stabilisation/reconstruction et les ONG (dont c'est par définition le cœur de métier) soient particulièrement évidentes dans le cas de l'Allemagne.

Le système allemand de réponse humanitaire, en particulier en matière de développement (une des thématiques centrales de la politique étrangère), se caractérise entre autres par des tentatives de rapprochement entre acteurs humanitaires et militaires au niveau institutionnel dans les domaines de la planification de l'intervention militaire, jusqu'à l'audit de crise terrain, en passant par des actions communes sur le terrain. En raison de l'échec relatif des opérations passées, en particulier dans les Balkans, et de l'essai infructueux d'établir avec les ONG des procédures concertées par avance, la Bundeswehr semble avoir désormais une conception limitée de ses CIMIC. En revanche, une concurrence est indéniable avec les ONG au plan de la recherche de financement.

⁴ http://www.bundesregierung.de/nm_6562/Content/EN/Artikel/2006/10/2006-10-31-afghanistan-mit-militaerischen-und-politischen-mitteln-stabilisieren__en.html

⁵ <http://www.dw-world.de/dw/article/0,2144,2040251,00.html>

Perceptions de la coopération en phase de stabilisation

Les ONG humanitaires et de développement ont engagé un intense débat sur les liens qu'elles doivent ou peuvent avoir avec les militaires⁶. L'Allemagne n'a pas de passé colonial (ce qui induit des relations largement simplifiées avec l'Afrique, par comparaison avec la France par exemple, mais aussi, culturellement, peut-être un manque d'intérêt). Elle ne peut en revanche pas invoquer une expérience du terrain, ce qui peut certes lui manquer, mais qui ne peut, en tous les cas, lui être reproché.

En général, les différents acteurs civils allemands du développement, privés, publics ou mixtes, d'importances variables en termes d'effectifs, d'actions ou de budgets, ont un minimum de visions communes sur le devenir des liens civilo-militaires allemands :

- a) Un échange d'informations est souhaité entre les partenaires locaux et les participants militaires concernés en Allemagne, dans le contexte général de crises humanitaires en augmentation. Il reste à savoir si les échanges actuels devraient être amplifiés ou institutionnalisés, en particulier au cas par cas, selon des accords spécifiques pour chaque crise. Le plan fédéral de configuration de l'action d'aide humanitaire en situation de crise (*Krisenprävention, Konfliktbearbeitung und Friedensförderung in der deutschen Entwicklungszusammenarbeit*), présenté en juin 2005 par le ministère allemand de la Coopération (*Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung* (BMZ)⁷, est une bonne base de départ.
- b) Dans ce cadre, selon les ONG, le rôle du secteur civil en termes de prévention des crises devrait être renforcé, de même que la promotion des structures locales, avant toute intervention extérieure humanitaire et/ou militaire⁸.
- c) Un autre point commun général, exprimé au demeurant avec assez de force, est la volonté qu'il n'y ait en aucune façon un mélange des

⁶ Voir par exemple : K. Von Bonin, Konrad, *Der DED nach dem 11. September*, www.epd.de/entwicklungspolitik/2002/05bonin.htm, 2002 ; ou Forum ZFD, *Ziviler Friedensdienst und Militär*, 2004 ; EED, « Misereor, Brot für die Welt, Entwicklungspolitik im Windschatten militärischer Interventionen ? » http://www.brot-fuer-diewelt.de/presse/index.php?/presse/660_2051_DEU_HTML.php ; Venro, « Streitkräfte als humanitäre Helfer? Möglichkeiten und Grenzen der Zusammenarbeit von Hilfsorganisationen und Streitkräften in der humanitären Hilfe », [http://www.venro.org//publikationen/archiv/Positionspapier %20Streitkraefte %20und %20hum anitaere %20Hilfe.PDF](http://www.venro.org//publikationen/archiv/Positionspapier%20Streitkraefte%20und%20humanitaere%20Hilfe.PDF) ; Venro, « Venro Stellungnahme zum „Aktionsplan Zivile Krisenprävention, Konfliktlösung und Friedenskonsolidierung“ der Bundesregierung », 2004. [http://www.venro.org/publikationen/archiv/Stellungnahme %20Aktionsplan.PDF](http://www.venro.org/publikationen/archiv/Stellungnahme%20Aktionsplan.PDF)

⁷ www.bmz.de/de/themen/dokumente/krisenpraevention.pdf

⁸ Entretiens avec les ONG EIRENE, EED et Weltfriedendienst.

budgets civils et militaires⁹. Dans la mesure où une coopération interministérielle/ONG existe, les CIMIC allemandes peuvent demander des fonds aux administrations compétentes (Affaires étrangères, Développement et Coopération technique). En clair, la concurrence armée/ONG est intense sur le *fund-raising* de fonds publics.

CIMIC et coopérations inter-institutionnelles

Sans même parler de l'utilité de l'outil militaire pour la stabilisation de certaines crises (Kosovo ou Afghanistan), la politique de développement post-confliktuelle officielle réclame une certaine utilisation de la force. En août 2003, les services de la coopération (BMZ) ont demandé une intervention militaire internationale pour le Liberia. L'augmentation de la fréquence des interventions militaires sur crise humanitaire a ainsi *de facto* accru les points de contacts avec les acteurs du développement :

- ♦ La sécurité et la stabilisation, deux concepts qui dans la doctrine allemande sont essentiels, sont pris en compte pour le développement et la reconstruction ;
- ♦ Une conception et des niveaux parfois importants de planification ou de concertation commune dans une large mesure (cf. les mécanismes institutionnels tels que le Conseil de sécurité fédéral, où la Coopération (BMZ) dispose d'un siège, et les stratégies interministérielles « pays ») ;
- ♦ L'utilisation de fonds publics pour le développement à des fins non civiles, en particulier en Afrique, et des actions civiles conduites par les militaires ;
- ♦ Les interfaces multiples des approches opérationnelles (pour le soutien au Kofi Annan [Peacekeeping formation Centre](#) au Ghana ou pour l'équipe de reconstruction allemande à Kunduz, Afghanistan).

Ces relations privilégiées ne vont pas sans poser divers problèmes, en particulier aux acteurs privés du développement, voire à certains acteurs publics qui hésitent entre éviter tout lien, coopérer dans le cadre d'une approche commune et des possibilités de complémentarité/subsidiarité sur des buts partagés dans des zones géographiques particulières. Il existe évidemment une crainte de subordination à l'égard des militaires, même si la politique de développement allemande dans son ensemble a une capacité d'influence doctrinale, budgétaire et opérationnelle incomparable et considère de ce fait le militaire comme un outil, plutôt que comme un concurrent.

⁹ Entretien avec un officier de l'État-major allemand, Potsdam, août 2005.

De leur côté, les militaires peuvent craindre officiellement d'être réduits à des forces CIMIC avec un mandat d'intervention où l'aspect militaire « dur » serait faible. Mais, d'une certaine manière, les interventions militaires extérieures allemandes (Afghanistan, Balkans et Liberia) ont plutôt servi d'incitation et de promotion à l'ensemble des politiques publiques allemandes concernées, malgré les critiques attendues de certaines ONG et d'autres acteurs. On peut ainsi affirmer que la légitimité des missions militaires (surtout si elles procèdent d'un mandat onusien ou de l'Union européenne) est une condition préalable pour les actions de développement de post-conflit. Pour résumer, « à *action militaire légitime, politique de développement post-conflit facilitée* »¹⁰. Parfois réticente à n'être qu'une armée d'appui humanitaire mais bénéficiant d'un système qui facilite la concertation et un financement possible des CIMIC, dans un champ limité certes, la Bundeswehr cherche une voie entre modèle principal OTAN et spécificités nationales. À cet égard, l'utilisation américaine de l'aide humanitaire et du développement comme des outils d'accompagnement de buts militaires stratégiques est assez étrangère à l'Allemagne. En revanche, la Grande-Bretagne est plutôt prise positivement comme modèle, comme dans beaucoup de pays, pour son action interministérielle innovante.

Des interfaces entre les acteurs publics du développement et les militaires allemands existent. Ils sont systématiques au niveau de la planification stratégique et de la conception. Les acteurs non gouvernementaux sont non seulement partie prenante aux discussions de niveau stratégique au cas par cas, mais aussi, le cas échéant, sur des questions spécifiques. Un exemple de ce type d'échange institutionnalisé public interministériel/privé est le groupe de travail sur le développement et la paix (FriEnt), mis en place en septembre 2001. FriEnt a été un élément important dans le domaine des échanges de pratique (entre experts), de la prise en compte des conditions requises pour des actions coordonnées de *peacebuilding* et des élaborations de réseaux pays ou de réseaux sujets (par exemple l'économie de la violence). FriEnt utilise les locaux de la Coopération et est doté de huit personnels secondés par les organisations participantes (la Coopération, la fondation Friedrich Ebert, la fondation Friedrich Naumann, la Coopération technique (GTZ), l'Agence centrale catholique pour l'aide au développement, le Service de développement de l'église protestante, le groupe de service civil pour la paix¹¹ et l'Institut pour la paix et le développement/Plate-forme pour la gestion des conflits civils).

¹⁰ Entretien avec une consultante de la GTZ, *Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit* – Coopération technique allemande, Berlin, août 2005.

¹¹ Beirat des Forum ZFD, *Leitgedanken 2004 zum Verhältnis von Zivilem Friedensdienst und Militär*, 2004.

Il existe de surcroît des mécanismes de coopération interministérielle qui prévoient la prise en compte et la subordination du développement dans les stratégies politico-militaires à court terme. Citons en particulier l'utilisation intensive des instruments de politique de développement et de l'aide humanitaire dans le cadre des approches militaires (exemple : *Provincial Reconstruction Teams* (PRT) en Afghanistan). Le Conseil de sécurité fédéral, dans lequel la Coopération est représentée depuis 1998, a décidé à l'été 2000 du concept général du gouvernement allemand sur la prévention des crises et conflits. Il existe encore des discussions spécifiques interministérielles, par exemple sur l'Afghanistan. Ainsi, les Affaires étrangères ou différents services publics de coopération financent des actions CIMIC de la Bundeswehr (École à Kunduz) et celle-ci est en compétition ouverte avec les ONG pour obtenir des fonds d'aide humanitaire et d'assistance au développement. La PRT allemande était considérée comme un test pour cette coopération financière. La première année a été une réussite : tous les ministères ont apporté une contribution. Le financement de la deuxième année a été problématique en raison d'une appréciation différente des résultats et des priorités. La controverse a opposé les Affaires étrangères et le ministère de la Défense au ministère de la Coopération, à un point tel que le Chancelier Schröder avait dû intervenir. L'action de coopération développement (dans laquelle les actions CIMIC de formation des forces de police étaient incluses) a *in fine* été supportée par le ministère de la Coopération à hauteur de 80 millions d'euros. L'essentiel des difficultés administratives qu'affronte la Bundeswehr provient de la coopération. La Coopération technique (GTZ), quant à elle, a pris en compte dans ses réflexions et actions les impératifs de sécurité (*Security Sector Reform*), ce qui n'est pas le cas, en France, de l'Agence française pour le développement, et a construit le camp militaire de Kunduz.

En termes de projets interministériels, le soutien au centre Kofi Annan est considéré comme un pilote de préfiguration impliquant les Affaires étrangères (*Auswärtiges Amt* – AA), le ministère de la Défense (BMVg) et le ministère de la Coopération (BMZ). Au cœur de la politique africaine allemande, affichée par exemple au G8, l'Allemagne organise des formations sur les missions d'observateurs militaires et sur les liens opérationnels militaires/polices, financées par la BMZ et organisées à Berlin par le *Zentrum für Internationale Friedenseinsätze* (ZIF). La Coopération technique (GTZ) est en charge de l'accompagnement et de l'encadrement. Les Affaires étrangères et le ministère de la Défense ont été requis pour construire, équiper et pérenniser ce centre, des officiers spécialistes de la coopération civilo-militaire y assurent une partie de la formation.

Le centre de Berlin pour les engagements de paix internationaux (*Zentrum für Internationale Friedenseinsätze*) a été créé en avril 2002 en coopération étroite du gouvernement fédéral et du *Bundestag*. Il est comparable à la *Post-Conflict Reconstruction Unit* britannique et à l'*Office of the Coordination for Reconstruction and Stabilization* au sein du Département d'État américain. Son rôle premier est de contribuer à l'amélioration des capacités nationales allemandes, mais aussi internationales, concernant la prévention des crises, à la résolution des conflits et à la consolidation de la paix, en particulier dans les aspects de formation de cadres et de spécialistes civils pour la mise en place et/ou l'observation des accords de paix décidés ou mis en oeuvre par les Nations unies, l'OSCE, l'Union européenne ou d'autres organisations internationales.



Le 1^{er} juillet 2002, le ZIF a été chargé d'un programme de formation du personnel civil pour le compte du ministère des Affaires étrangères allemand, programme qui a débuté pendant l'été de 1999. Cette formation comprend deux aspects : la préparation du personnel civil à son travail dans les phases de consolidation de la paix, la mise en place d'une réserve de personnels allemands (le cas échéant fonctionnaires internationaux ONU, UE ou OSCE) qualifiés et mobilisables pour des engagements internationaux, et ce, depuis l'automne 2002, en lien avec les initiatives de l'Union européenne (www.aspr.ac.at/euproject/main.htm) pour former des experts civils humanitaires. Ces liens privilégiés avec les institutions publiques allemandes font certainement du ZIF une structure plus puissante que par exemple l'association Bioforce, dans le Rhône¹².

La mise en place d'une réserve de personnels allemands de cadres et de spécialistes civils (critère important) est une des missions centrales du ZIF. C'est en elle que sont puisées, au cas par cas, les compétences dont telle ou telle organisation internationale a besoin. A partir d'un stock de candidatures directes et d'une base de données, le ZIF nomme et affecte ses personnels, ou les soutient, en liaison étroite avec le ministère fédéral des Affaires étrangères. Le ZIF s'efforce d'effectuer un suivi de ces personnels détachés en mission aussi bien pendant la durée de leur mission qu'à l'occasion de leur retour (avec pour cela, un interlocuteur désigné, ZIF-Netzwerken) et un bilan d'expérience sur une base annuelle. Fin 2004, 181 civils allemands étaient employés dans des actions civilo-militaires, essentiellement dans des fonctions juridiques, politiques et administratives :

- Affaires politiques et démocratisation : 25 %
- État de droit, justice et droits de l'homme : 20 %
- Coordination de projets et de programmes : 13 %

¹² www.bioforce.asso.fr

- Administration de missions : 13 %
- Police et sécurité : 11 %
- Administration publique et civile : 8 %
- Médias et relations publiques : 7 %
- Affaires sociales, mines, formation, 3 %
- Aide humanitaire

Cette activité se double d'une expertise et d'une réflexion dans les domaines de la construction de la paix (*Peacebuilding*), d'études de cas humanitaires et de gestion de crise, des règles de droit applicables et de la coopération civilo-militaire (des officiers orientés CIMIC y dispensent les formations sur le sujet), ce qui est un exemple représentatif des relations souvent de proximité civilo-militaires en Allemagne. Le ZIF monte actuellement en puissance sur la question du DDR.

Par-delà les traditionnelles missions de sécurisation des militaires et les CIMIC, ceux-ci participent à des actions de formation et de création de capacité (*Capacity-building*), qui sont autant de forums d'échange et de dialogue, par exemple dans le cadre de la BAKS (*Bundesakademie für Sicherheitspolitik*), le Collège fédéral pour la politique de sécurité, à peu près l'équivalent de l'IHEDN), la *Führungsakademie der Bundeswehr* qui forme les officiers allemands ou la formation sur la « coopération civilo-militaire à l'étranger » (*Zivil-Militärische Zusammenarbeit Auswärtige*) qu'organise l'Académie pour la gestion de crise, la planification d'urgence et la défense civile (AKNZ).

La compétition avec les ONG pour le financement

En réalité, une intense compétition existe entre les activités CIMIC et les ONG, voire certaines administrations, sur la question du financement de projets. Concrètement, les CIMIC allemandes disposent de *fund raisers* professionnels en charge de prospecter les différents acteurs spécifiquement allemands, ce qui, dans la mesure où les fonds publics ou privés dévolus à l'urgence humanitaire ont un volume limité, accentue encore les tensions entre ONG et militaires.

Lorsque les militaires n'ont pas l'argent pour financer leurs projets (qu'ils soient « à impact rapide » ou plus structurels), ils n'hésitent pas à demander des soutiens, selon les procédures prévues par le code des subventions et d'aides à projet, aux Affaires étrangères, à la Coopération ou à la Coopération technique. La puissance des fondations allemandes, nationales ou régionales, est une autre source de financement, de la même façon que les *Länder*, qui – État fédéral oblige – ont des capacités largement supérieures aux conseils régionaux français. On notera que ce système influe aussi sur la puissance des ONG allemandes. Les fondations régionales, à titre d'exemple, ont fourni sur les trois dernières années pour

les Balkans et le Kosovo près de 600 000 euros. Une des conclusions d'un officier CIMIC interrogé était que les « *donateurs privés sont très nécessaires* ». Les CIMIC allemandes ont obtenu des financements auprès d'ONG (ASB au Kosovo, une ONG internationale japonaise a payé la construction par la Bundeswehr de deux écoles à Kaboul, etc.). Un soutien récurrent des Rotary clubs allemands et des fondations d'entreprise pourrait aussi être cité, de même que celui d'une ONG créée par d'anciens soldats allemands passés par les OPEX (Lachen Helfen e.V.) (www.lachen-helfen.de) qui soutient, elle aussi, certes à un échelon plus modeste par des actions multiples (concert, etc.), les activités CIMIC.

Relations opérationnelles avec les ONG (approche)

On notera tout d'abord que des correspondants CIMIC ont été désignés au niveau de toutes les divisions et à celui de toutes les brigades.

Dans le passé, les premières générations de CIMIC furent souvent trop ambitieuses, multisectorielles et mal évaluées en termes de coût/efficacité. De cette époque subsiste une expression difficilement traduisible en français, « Dachlatten CIMIC » (littéralement « lamelles de toit » et par extension « baraque ») pour désigner des actions civilo-militaires trop ambitieuses et lacunaires. Dans le cas du Kosovo, les actions de la Bundeswehr ont été appuyées par la Coopération technique et par l'ONG Lachen Helfen e.V. Il semble que le HCR n'ait pas réussi à identifier une ONG compétente et volontaire pour ce type d'activité (selon Y. Braem, la Coopération technique allemande fournissait à elle seule 56 % des fonds utilisés par les CIMIC allemandes, 19 % provenant du ministère de la Défense, le reste par des ONG et, les militaires en OPEX ne payant pas les communications avec l'Allemagne en vertu d'un accord avec Deutsche Telekom, ils reversaient le montant à un fond de soutien des CIMIC)¹³. En lien avec la MINUK et le G9 installé sur la base principale allemande (Prizren), le CIMIC Center allemand était un bâtiment faiblement protégé, l'essentiel étant d'apparaître comme un centre de secours et de redistribution de la Bundeswehr au service des populations et des ONG¹⁴ (un guichet, du chauffage, des ordinateurs, des machines à café, des traducteurs à l'accueil, des personnels accessibles dans les bureaux). Ce CIMIC Center était le point d'ancrage de l'ONG Lachen Helfen qui y apportait ses dons et colis alimentaires. Le CIMIC Center s'occupait aussi de verser les pensions de retraite des immigrés kosovars revenus d'Allemagne (un deuxième guichet fut ouvert à Pristina pour des raisons de commodité). Dans le cadre de cette opération de reconstruction, les liens Bundeswehr CIMIC – ONG ont

¹³ Y. Braem, « Les relations Armées-ONG, des relations de pouvoir ? », C2SD, n° 61, 2004, pp. 131-132.

¹⁴ Entretien avec un officier de la Bundeswehr, Potsdam, août 2005.

été formalisés, selon Y. Braem¹⁵, dans des locaux dépendant de la MINUK. Le CIMIC Center permettait de son côté des liens plus informels avec les ONG, en complément des liens entre les équipes terrain et les ONG engagées dans leur activité quotidienne.

Sur la base de plusieurs décisions du Parlement allemand, l'Allemagne a mis en place des *Provincial Reconstruction Teams* (PRT)¹⁶ à composante civilo-militaire, dans les régions de Kunduz (novembre 2003)¹⁷ et de Feyzabad (septembre 2004). Ces dispositifs sont soutenus par le Commandement régional Nord, situé lui à Mazar-I-Sharif et dirigé par la Bundeswehr depuis le 1^{er} juin 2006.

Dans un premier temps l'option américaine de décentraliser les efforts en dispersant les PRT fut soutenue et appliquée par l'Allemagne en 2003. Mais afin de séparer les fonctions combattantes et non-combattantes, l'Allemagne choisit de placer ses PRT sous mandat ISAF, ceci facilitant les commandements nationaux. Le choix d'implantation à Kunduz paraît avoir été directement déterminé par la crainte politique de voir des soldats allemands en danger et en raison de la proximité de la base de soutien logistique (*Forward Logistic base*) en Ouzbékistan¹⁸.

A Kunduz, la PRT allemande (photo ci-dessous), par contraste avec les équipes homologues américaines en particulier¹⁹, a une tonalité beaucoup moins militaire par volonté affichée du gouvernement allemand²⁰ et en raison d'une planification interministérielle originelle, elle comprend aussi des « colonnes humanitaires » (« *Entwicklungspolitische Säulen* ») composées de personnels d'organisations publiques (DED, GTZ et KfW – *Kreditanstalt für Wiederaufbau*) et des ONG allemandes – DWHH, AGEF et Katachel e.V.

¹⁵ Op. cit., p. 133.

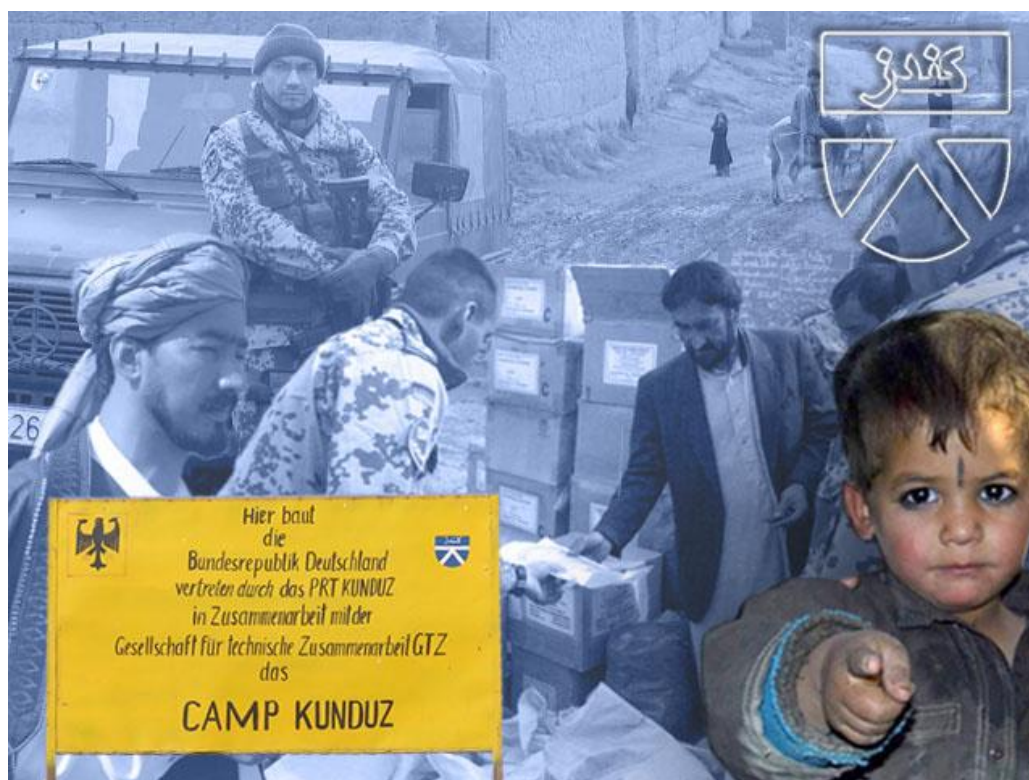
¹⁶ Les *Provincial Reconstruction Teams* sont des unités administratives de l'aide internationale en Afghanistan consistant en des bases opérationnelles de tailles variables, de 60 à plusieurs milliers d'hommes, militaires ou civils spécialistes, engagés dans la réalisation de projets en général rapides, concrets et modestes, de reconstruction.

¹⁷ <http://www.einsatz.bundeswehr.de/C1256F1D0022A5C2>

¹⁸ COMGECON Kunduz, « German-led-PRT-Project », Briefing, Kunduz, AFG, décembre 2003, pp. 2-8 ; Colonel G. Brandstetter, Bundeswehr, « Nation Building in Afghanistan. The German PRT Concept: Means to Improve Efficiency or Effort? », USAWC Strategy Research Project, 18 mars 2005.

¹⁹ <http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2006/60085.htm>

²⁰ *Deutsche Bundesregierung*, Das Afghanistan-Konzept der Bundesregierung vom 1. September 2003.



Dans les faits, par exemple, des visites hebdomadaires des médecins militaires allemands sont effectuées au camp voisin du siège de la PRT, Bagh-e-Shirkat²¹ (cf. photo ci-dessous)



²¹ ISAF-NATO, Release #2006-4.

Les problèmes que paraissent rencontrer les PRT allemandes sont de deux ordres :

- Le financement et la planification/coordination interministérielles,
- Les liens avec les forces alliées, par exemple américaines ou britanniques, qui sont engagées dans des actions militaires, y compris dans la zone allemande, ce qui nuit parfois à l'image apaisée que les CIMIC allemandes veulent transmettre aux populations locales (approche « softly-softly »)...

Les Allemands reconnaissent cependant volontiers qu'il est plus facile d'intervenir dans le Nord de l'Afghanistan, à peuplement mixte Tadjik/Ouzbeks que dans le reste du pays, quoique le danger d'emploi d'IED ou d'attentats contre les troupes allemandes existe (cf. photo ci-dessous)²² :



²² http://www.bdi-online.de/Dokumente/Internationale-Maerkte/AISA_Praes_Loeser.pdf

A Feyzabad²³, la PRT allemande est quant à elle réduite au strict minimum fonctionnel, les spécialistes nécessaires pouvant le cas échéant venir de Kunduz (une soixantaine de personnels permanents).



(Ci-dessus : patrouille de la Bundeswehr dans le centre-ville de Feyzabad)

Ces dispositifs CIMIC allemands doivent être considérés à l'aune d'activités allemandes plus transversales et ambitieuses :

Ainsi, à la demande du gouvernement afghan et des Nations Unies, l'Allemagne assume, depuis Kaboul, la direction de la reconstruction de la police afghane (recrutement, équipement, entraînement). L'Académie de police de Kaboul a été reconstruite par la Coopération technique allemande et a été réouverte en août 2002. La contribution financière allemande spécifique s'élève à 81 millions d'euros de 2002 à 2007²⁴. Les régions où les PRT allemandes sont présentes sont sans surprises l'objet de soins particuliers²⁵. Les limites et les insuffisances de cette action sont bien connues et ont entraîné la mise en place d'un financement d'origine américaine jusqu'en décembre 2008²⁶.

L'*United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs* (OCHA) comptabilise de son côté 26 projets majeurs financés par l'Allemagne, contre deux pour la France (santé, déminage, aide aux

²³ DW-WORLD.DE, « Wiederaufbau in Feyzabad », 23 septembre 2004.

²⁴ <http://www.diplo.de/diplo/en/Laender/Afghanistan.html#t7>

²⁵ <http://www.bmi.bund.de>.

²⁶ A.A. Jalali, « The Future of Afghanistan », *Parameters*, printemps 2006, vol. 36, n° 1, pp. 4-19.

réfugiés, assainissement de réseaux d'eau, développement d'infrastructures sanitaires et de transport), etc.²⁷.

Différentes institutions allemandes (DAAD, Goethe Institut, Affaires étrangères, etc.) sont aussi engagées dans le financement et la coordination de programmes de « reconstruction culturelle ».

Conclusion : Toute l'action civilo-militaire, mais rien qu'elle ?

Les actions civilo-militaires allemandes sont à la fois plus ambitieuses et davantage liées aux acteurs civils humanitaires que dans d'autres pays. C'est à la fois une force et une faiblesse. Une force parce que cela permet à la Bundeswehr d'intervenir militairement au titre de ses obligations internationales et d'obtenir à bon prix un supplément d'image d'acteur de paix. Une faiblesse car cela est toujours la preuve que l'Allemagne n'est, du point de vue militaire, toujours pas un pays comme les autres.

Au final, la création récente d'un centre d'excellence OTAN à Budel (Pays-Bas)²⁸ pour les actions militaires est certainement indicative d'un double mouvement :

- a) L'extension de la logique d'interopérabilité du CIMIC Group North qui était formé par la république Tchèque, le Danemark, les Pays-Bas, la Norvège, la Pologne et l'Allemagne, à l'OTAN *largo sensu*. Il s'agit là d'une poursuite de la standardisation des procédures de formation à des fins d'interopérabilité des CIMIC nationales des États membres (enhanced CIMIC).
- b) D'un simple point de vue allemand, cela confirme à coup sûr la prise en compte prioritaire des actions civilo-militaires, appréciées sans doute comme un moyen politiquement correct d'intervention militaire, c'est-à-dire compatible avec les valeurs traditionnelles de la république fédérale et les perceptions pacifiques (ou pacifistes) de l'opinion publique allemande.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

²⁷ <http://www.reliefweb.int/fts>, 4 janvier 2007.

²⁸ <http://www.act.nato.int/content.asp?pageid=1181> ;
<http://www.cimic-coe.org/smartsite.dws?id=985>